

ENTRETIEN ALAIN TERRENOIRE : "L'EUROPE DOIT REDEVENIR UNE PUISSANCE INDÉPENDANTE"

19 JANUARY 2026 / EUROPEAN POLITICS

EUROPEAN UNION

INTERVIEWS

Nathan Doude van Troostwijk

🕒 5 min



Président de l'Union Paneuropéenne Internationale pendant vingt ans, Alain Terrenoire est une figure de l'engagement européen de l'après-guerre. Élu en 1967, il devient à 25 ans le plus jeune député français gaulliste, guidé par l'ambition, selon ses mots, « *de ne pas être qu'un spectateur mais de devenir un acteur* ». Député européen par la suite, il fut également le rapporteur de l'abaissement de la majorité électorale à 18 ans, contribuant durablement à l'élargissement de la participation démocratique.

L'Union paneuropéenne internationale (UPI) a été établie en 1922 à Vienne par le comte Richard Coudenhove-Kalergi et est toujours en activité aujourd'hui. Elle milite pour promouvoir une Europe unie sur les plans politique, économique et militaire, afin de garantir la paix et de faire face aux défis extérieurs.

Comment avez-vous découvert le mouvement paneuropéen, et quelle signification revêt-il pour vous aujourd'hui ?

J'ai été depuis toujours sensible à la question européenne, qui pour moi s'imposait. La France avait participé à la victoire (seconde guerre mondiale) mais elle était terriblement affaiblie, à l'instar de ses voisins qui, pour la deuxième fois dans le même siècle, avaient contribué au suicide européen (les deux guerres mondiales). Il fallait donc impérativement que cette France se redresse et qu'elle devienne plus forte. Il m'est apparu que seule la dimension européenne permettait d'être au niveau qu'il fallait dans ce 20e siècle. J'ai

considéré que mon combat prioritaire, je dirais même mon engagement de vie, c'était de contribuer à la construction d'une grande Europe unie. Donc naturellement, dès que ma conscience politique s'est suffisamment éveillée, j'ai adhéré au mouvement pan-européen.

Pourquoi avoir choisi de vous engager précisément dans le mouvement paneuropéen, plutôt que dans d'autres courants pro-européens de l'époque ?

Premièrement, l'Union pan-européenne m'est apparue comme la ligne la plus réaliste, la plus constructive et la plus juste. Cela apparut de même à ma famille, comme à mon père qui, à la demande de De Gaulle et de Richard Coudenhove-Kalergi, fonda l'Union pan-européenne de France. L'UPI considérait que la dimension européenne était une nécessité pour l'ensemble des pays européens, mais qu'en plus, elle devait s'appuyer sur la prise en compte des réalités nationales. Il ne pouvait pas être question, à ce moment du 20e siècle, d'oublier que, dans la réalité vécue, l'existence nationale était incontournable. C'était donc en se fondant sur les réalités nationales ressenties par les européens qu'il fallait créer l'Europe. Le mouvement pan-européen, était donc une réalité vécue du sentiment national. Le contourner me paraissait illusoire.

Deuxièmement, l'Europe n'avait d'intérêt et de vraie perspective que si elle s'affirmait comme une entité globale et indépendante, capable de construire son propre avenir dans tous les domaines. Dans les années 1950-1960, l'imprégnation américaine était encore considérable et pour une part justifiée par la menace de l'impérialisme soviétique situé de l'autre côté du rideau de fer.

Dans cette situation-là, on pouvait comprendre que l'Europe en construction ait encore besoin d'un soutien extérieur. Mais il était évident pour moi, que l'Europe n'avait de sens que si elle était capable de se construire par elle-même, pour elle-même, globalement, sans être dépendante de façon définitive d'un tiers.

Observez-vous aujourd'hui des convergences entre les grandes fortunes, comme celles d'Édouard Stérin, d'Elon Musk ou de Vincent Bolloré, et les mouvements politiques nationalistes ?

Il est possible qu'ils existent, mais je ne vois pas sous quelle forme et pour quelle raison. Évidemment, le Rassemblement National, qui est favorisé par les médias de monsieur Bolloré, a une orientation principalement nationaliste. C'est-à-dire une fermeture sur le pays en voulant se méfier et s'opposer à tout ce qui est extérieur à la France.

Pour moi, l'intérêt de la France, c'est d'agir avec ses voisins européens, car c'est avec eux qu'elle se donne les moyens de défendre ses propres intérêts. Et non pas en s'alliant avec des étrangers qui sont eux-mêmes des nationalistes. Tout cela s'appuie sur beaucoup de démagogie et de facilité électorale, qui visent à conquérir des électeurs dans une situation de déception et de douleur à l'égard des difficultés qu'ils subissent.

L'exploitation de ces colères ne mènera à rien de positif ou de constructif. Il est d'ailleurs notable que dès que ces nationalistes sont au pouvoir, comme en Italie récemment, ils sont bien obligés de prendre en compte les réalités extérieures et européennes. Si Madame Meloni, présidente du conseil italien, n'avait pas bénéficié des milliards de l'UE pour redresser l'économie de son pays, elle ne serait pas dans son autosuffisance actuelle.

Comment répondriez-vous aux électeurs tentés par les options nationalistes, dans un contexte où les forces pro-européennes peinent à convaincre ?

Il est clair que la plupart de ceux qui votent pour le nationalisme n'ont pas conscience qu'à travers celui-ci il n'y a que des conflits à la clé. Ce n'est pas moi qui l'ai dit le premier, c'est un ancien président de la République française (François Mitterrand), le nationalisme, c'est la guerre. Toute l'histoire de l'humanité, jusqu'à encore aujourd'hui, le prouve : le nationalisme, c'est la guerre.

Si on veut éviter la guerre, il faut éviter de s'enfermer dans un nationalisme trop étroit qui vous pousse automatiquement au conflit avec d'autres. Aujourd'hui, en 2025, je constate que nous avons des phénomènes qui ressemblent beaucoup aux phénomènes des années 30, c'est-à-dire, un retour du nationalisme. Est-ce que ça que nous voulons ?

À l'époque, ce nationalisme notamment en Allemagne, c'est constitué dans l'antisémitisme avec les conséquences que nous connaissons. Aujourd'hui, c'est contre les Arabes. Ce qui ne veut pas dire que l'Europe doit être ouverte à toutes les influences, surtout pas, elle doit contrôler l'immigration en fonction de ses besoins. Mais il ne faut pas considérer que l'immigré en général est un adversaire qu'il faut combattre par tous les moyens. Le Rassemblement National est passé de l'antisémitisme à l'anti-islam systématique. La France a des musulmans, il faut que dans notre démocratie laïque, nous vivions dans le respect des sentiments religieux tout en se méfiant des dangers qu'ils peuvent par moment susciter.

On observe un rapprochement de plus en plus marqué entre la Chine, la Russie et d'autres régimes autoritaires. Comment interprétez-vous cette convergence ?

Relation d'équilibre à l'évidence. Nous l'avons vu dans le comportement de Trump. Il voulait imposer des droits douaniers très répressifs à la Chine avant de largement composer. Cela est causé par la dépendance de l'Amérique à un certain nombre de produits indispensables chinois.

Il en est de même avec la Russie. On voit bien que l'Amérique de Trump, malgré un discours souvent contradictoire, présente une composition, voire même un compromis avec la Russie. C'est là qu'on observe que les Etats-Unis ne considèrent plus l'Europe libre et démocratique comme un espace dont elle aura en charge la protection. Si les Européens l'avaient compris plus tôt, par rapport à ce qu'il se passe en Ukraine, nous n'en serions pas au même niveau.

Dans le monde dans lequel nous vivons, pensez-vous que les États européens pourraient défendre leur souveraineté sans le cadre européen ?

Cela me paraît impossible d'imaginer que la dispersion géopolitique internationale des pays européens puisse donner quelque chose d'utile aux européens. Je verrais plutôt un envahissement s'affirmer progressivement dans le cas où nous ne parvenons pas rapidement à affirmer notre propre protection dans tous les domaines. L'union fait la force. L'union des européens est indispensable dans le monde d'aujourd'hui, si non ce sera l'effacement progressif de ce qu'il nous reste de la vieille culture et de la vieille civilisation européenne qui a imprégné le monde.

L'Europe est aujourd'hui à la croisée des chemins. L'UE existe, il y a des résultats positifs, mais elle s'est constituée de façon insuffisamment solide. Nous partageons, pour l'essentiel, les valeurs de l'état de droit, de la liberté, de la pratique démocratique, ainsi qu'une vision globalement pacifique en interne. Nous pouvons donc par nous-même, tenir une ligne et assurer le développement dont la civilisation actuelle a besoin. C'est une question de volonté politique. Si les européens et leur dirigeant n'en ont pas une juste conscience et ne font pas les efforts qu'il faut, alors il est à craindre que cette vieille histoire de l'Europe s'efface progressivement face à l'impérialisme chinois et russe, ainsi qu'à la résurgence d'un individualisme américain. Il est à craindre effectivement que l'Europe rentre dans l'histoire, mais non pas dans l'avenir.

Les jeunes Européens héritent d'une Europe en crise, quel message leur lanceriez-vous pour qu'ils s'emparent du projet européen ?

Pour moi, il faut faire comprendre aux jeunes que l'Europe n'a de sens qu'en devenant une puissance indépendante. Il ne faut pas que ce mot fasse peur, ils voient bien dans quelle compétition nous sommes. Il n'y a aucun sujet, même ceux considérés comme essentiellement nationaux, comme l'immigration ou la sécurité, qui ne puisse être abordable, sans être mis en perspective européenne.

Donc c'est ça le message auprès des jeunes. Si vous sentez que votre avenir est purement individuel, si vous ne vous inscrivez pas du tout dans une collectivité humaine, effectivement, continuez comme ça, mais vous n'irez pas loin. Si votre idée est celle d'une Europe grand marché, ouverte, dépendante des tiers, quel est l'intérêt ? Mais si votre idée de l'Europe est celle d'une puissance affirmant son indépendance, allez-y.

Share and Like :

J'aime



